



Podcast – Belfius Insights

Version écrite du podcast (13-04-2022)

Qu'en est-il de l'économie européenne et de notre dépendance au pétrole russe ?

Passons aujourd'hui en revue les problèmes liés à l'exportation du pétrole russe et les moyens dont nous disposons pour nous en affranchir. Mais d'abord, analysons l'économie européenne en compagnie de Véronique Goossens, Chief Economist chez Belfius.

Dans le précédent podcast, vous expliquiez que les conséquences du conflit russo-ukrainien se ressentiraient essentiellement en Europe. Est-ce déjà le cas ?

Cela n'apparaît pas encore dans les données objectives. L'économie européenne a poursuivi sa croissance au mois de mars, surtout grâce à la reprise du secteur des services depuis que les sorties sont à nouveau autorisées après les restrictions Covid. Nous assistons à nouveau à des concerts, reprenons nos loisirs et planifions des voyages. La production dans le secteur industriel reste également forte, même si les exportations ont quelque peu reculé dans de nombreux pays européens. Et les producteurs demeurent également confrontés à des retards au niveau des livraisons. Nous devons également tenir compte d'un retard de croissance en Chine, où de grandes villes sont de nouveau soumises à des mesures de confinement strictes. Tout ceci n'aide pas à résoudre le problème de la chaîne d'approvisionnement.

La hausse des prix des matières premières représente également un défi de taille pour les entreprises, mais – heureusement – les entreprises parviennent relativement bien à répercuter cette augmentation en tout ou en partie sur les consommateurs.

Les indicateurs de confiance nous en disent long sur l'avenir. Sont-ils toujours dans le vert ?

La confiance des entreprises a été rudement mise à mal, surtout dans le secteur de l'industrie. Même si les dirigeants d'entreprise prévoient une

poursuite de la croissance de leur activité, les 12 prochains mois s'annoncent un peu moins roses. La hausse des prix des produits et de l'énergie va affecter le pouvoir d'achat du consommateur qui, avec la même somme en poche, ne pourra plus acheter autant qu'auparavant. Nous faisons d'ailleurs le même constat au niveau de la confiance des consommateurs, qui a chuté.

Les emplois ne manquent pourtant pas dans la zone euro. Malgré leur sentiment mitigé, les dirigeants d'entreprise continuent d'engager. La plupart des consommateurs sont donc assurés d'un emploi, ce qui devrait consolider leurs dépenses.

Il ne faut pas sous-estimer non plus les moyens que les gouvernements de l'Union européenne et la Banque centrale européenne continuent à déployer pour soutenir l'économie, même si ces mesures de relance diminuent progressivement.

Nous entendons de plus en plus parler de risques de récession. Quel est votre pronostic pour la zone euro ?

Il ne devrait pas y avoir de récession cette année. En revanche, nous pourrions assister à une modeste contraction au cours de ce 2^e trimestre – autrement dit au printemps. Le risque réel d'une récession dépend essentiellement de la durée du conflit russo-ukrainien. Et il y a encore tellement d'inconnues. Par exemple, nous ne savons pas si nous serons confrontés ou non à des interruptions dans l'approvisionnement de gaz en provenance de Russie.

Entre-temps, les navires transportant du pétrole russe tournent en rond,

désœuvrés, ne parvenant pas se délester de leur cargaison dans les ports car les acheteurs potentiels se sont désistés.

Effectivement, nous savons que les États-Unis et le Royaume-Uni ne souhaitent plus s'approvisionner en pétrole russe.

Mais ce ne sont pas eux, les gros acheteurs. Nous constatons néanmoins que sur les 5 millions de barils produits chaque jour par la Russie, seuls 2 millions d'entre eux sont vendus. Les Russes ne parviendront donc provisoirement pas à écouler le reste. En effet, les grandes compagnies pétrolières n'osent plus acheter de pétrole russe, craignant pour leur réputation. Cela a été le cas de Shell, il y a quelques semaines. Le géant pétrolier a dû présenter des excuses publiques au début du conflit lorsque l'on a découvert qu'il avait acheté du pétrole russe en catimini.

En outre, la semaine dernière, le Parlement européen a exigé à une large majorité que l'interdiction récente des importations de charbon en provenance de Russie soit élargie au pétrole et au gaz. La Commission européenne étudie actuellement la possibilité d'introduire un boycott pétrolier dans une nouvelle série de sanctions. Selon des experts le prix du pétrole pourrait grimper à 150 dollars par baril, si les États membres européens approuvent une interdiction des importations de pétrole russe.

Un tel scénario aurait bien sûr un impact économique sur l'Europe. La Russie représente un quart des importations pétrolières européennes. Bien que le pétrole russe soit plus facile à remplacer que le gaz, cette transition demandera également du temps. Les raffineries en Pologne, Hongrie et

Allemagne, qui sont approvisionnées par des pipelines, sont adaptées au pétrole russe de l'Oural. La transition à d'autres types de pétrole brut prendra du temps et coûtera cher.

Pourquoi les pays de l'OPEP+ ne veulent-ils pas ouvrir davantage leurs robinets de pétrole ?

L'OPEP+ a annoncé une augmentation de la production de 400.000 barils par jour, ce qui est une quantité dérisoire. Elle n'a manifestement pas l'intention de prendre position dans le conflit et ce, pour des raisons géopolitiques. La Russie fait en effet partie de l'OPEP+.

Il vaut peut-être mieux réfréner nos besoins pétroliers. L'Agence Internationale de l'Énergie a proposé un plan d'action pour diminuer notre dépendance énergétique. Les dix mesures reprises dans ce plan devraient nous permettre de réduire la demande mondiale de pétrole de 2,7 millions de barils par jour.

En réduisant notre vitesse sur l'autoroute de 10 km/h, nous pourrions faire baisser nos besoins quotidiens de 400.000 barils. Un dimanche sans auto à l'échelle mondial équivaut également à 400.000 barils. Le télétravail a lui aussi une incidence sur notre consommation de pétrole. Trois jours de télétravail par semaine représentent une économie mondiale de 400.000 barils de pétrole par jour. Mais nous pouvons nous demander dans quelle mesure ces plans sont réalistes.

Nous sommes également confrontés à une inflation douloureusement élevée. Les tensions persistantes sur les marchés de l'énergie n'annoncent pas de bonnes nouvelles.

En effet. Vu que les consommateurs de pétrole recherchent des alternatives, les prix du gaz et de l'électricité vont à nouveau grimper. Dans ce cas, l'augmentation des cotations sur les marchés de l'énergie va encore pousser l'inflation à la hausse, alors que de nombreuses entreprises et ménages souffrent déjà de l'augmentation du coût de la vie. Avec une inflation qui va rester élevée pour longtemps, il devient plus probable que la BCE va augmenter le taux plus tôt et plus agressivement. Les temps restent donc incertains.